



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des procédures environnementales et foncières

Agrément pour le ramassage
des huiles usagées
Société PROTEC
à NOUÂTRE (37)

Arrêté

DIDD – 2017 n° 35

A R R E T E

**La Préfète de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement (livre V – titre IV) et notamment ses articles R 515-37, R515-38 et R 543-3 à R 543-16 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié, relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu la demande d'agrément présentée le 15 septembre 2016 par la société PROTEC, dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Petites Boires » – 37800 NOUÂTRE, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005, modifié le 16 novembre 2011, autorisant la société PROTEC, dont le siège social se situe au lieu-dit « Les Petites Boires » – 37800 NOUÂTRE, à étendre les activités de son centre de transit de déchets industriels spéciaux, situé à la même adresse ;

Vu l'avis du directeur départemental des territoires en date du 5 octobre 2016 ;

Vu l'avis de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en date du 6 octobre 2016 ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 13 décembre 2016 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1 La société PROTEC, dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Petites Boires – 37800 NOUÂTRE, est agréée dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié susvisé pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Maine-et-Loire.

- Article 2 Cet agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 15 février 2017.
- Article 3 Le ramasseur agréé devra respecter les obligations prévues au titre II de l'annexe de l'arrêté du 28 janvier 1999 modifié en ce qui concerne la collecte, le stockage et la cession des huiles usagées.
- Article 4 Le titulaire de l'agrément adresse annuellement à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) une synthèse des tonnages d'huiles collectées dans le département de Maine-et-Loire.
- Article 5 Le non-respect par le titulaire du présent agrément de l'une quelconque de ses obligations énumérées au titre II de l'annexe à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié peut entraîner le retrait de l'agrément conformément aux dispositions de l'article R 515-38 du code de l'environnement.
- Article 6 Une copie du présent arrêté est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département. Les frais de publication sont à la charge du titulaire de l'agrément.
- Article 7 Le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique de Maine-et-Loire et le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 15 février 2017

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture



Pascal GAUCI